

Chroniques éditoriales 8

# La réalité autrement

Epoque Chirac - 1998

Didier Reuter

# La réalité autrement

Chroniques éditoriales  
de Mitterrand à Sarkozy  
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701418

0.50€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

[www.bookiner.com](http://www.bookiner.com)

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

## Préface

---

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

### Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

## 28. 35 HEURES, UNE LOGIQUE COHÉRENTE MAIS ERRONÉE

### Sujet : Exemple de faute politique à long terme

Le problème des 35 heures est révélateur du décalage existant entre l'apparente cohérence interne de la politique sociale menée par le gouvernement à l'échelle de sa propre vision nationale et son incohérence externe, face à l'échelle de réalités économiques et sociétales beaucoup plus profondes, diffuses et complexes. Pour résumer le débat actuel, il est possible de dire que le gouvernement a raison dans l'absolu de sa logique, mais que celle-ci est soit **trop en avance** ou soit **trop en retard** face à la relativité d'un monde en transformation, aussi indomptable qu'incertain. En fait les 35 heures, c'est l'exemple type de la bonne idée animée d'une cohérence interne mais prisonnière d'une logique erronée.

Dans le combat politique, il ne suffit pas d'être logique et cohérent en soi-même pour que la raison néglige les évidences des autres sachant, qu'en ce domaine, ce sont toujours les évidences qui s'affirment en dernier. Qu'il soit clair que le traitement d'un même problème à un instant donné peut induire aisément plusieurs logiques différentes aux attraits similaires mais en étant toutes fausses, décalées ou incomplètes. Aussi, le **centre de gravité** d'une décision politique hautement responsable n'est pas d'être logique, vrai ou cohérent, c'est surtout de ne pas être décalé des évidences d'une réalité profonde présente et/ou à venir.

Bien au-delà des choix politiques de circonstance, le problème central qui se pose à nos démocraties est donc celui de savoir si la dominance exercée par une pensée a priori juste et cohérente en elle-même, est de nature à imposer sa légitimité devant l'évidence du reste. Croire que la seule volonté politique suffit encore à façonner le monde dans le sens de ses souhaits ou de ses convictions est bien plus qu'une erreur. C'est **une faute non pardonnable** lorsque s'engage le destin des masses. L'exemple des 35 heures doit nous amener à réfléchir sur cette incohérence fondamentale, dans laquelle la logique au pouvoir des uns supplante d'autres logiques possibles.

Il en est surtout des conséquences, lorsque celles-ci sont induites par la volonté d'hommes et de femmes de qualité (Jospin, Aubry actuellement mais aussi Balladur, Juppé ou Chirac...) qui, à vouloir rester à tout prix cohérents par rapport à eux-mêmes et/ou à leurs promesses, imposent alors leur propre logique à la masse des autres. L'habillage technique des mesures ne doit pas faire illusion sur la non conformité fondamentale des positions prises. Si le traitement judicieux de la réalité en ultra court terme est toujours possible (realpolitik), il n'en est plus de même pour la réalité de demain.

Une réalité qui devient de moins en moins modélisable et maîtrisable tant qu'elle s'oppose, de la part de nos dirigeants, à des formes d'esprit linéaires peu habituées aux ruptures, à une faiblesse foncière des raisonnements provenant de leurs conseillers, comme à des modèles de références statistiques ou passésistes parfaitement imparfaits.

## 29. DE LA MODERNISATION DE LA VIE POLITIQUE

### Sujet : Envisager un autrement politique

Le mur protecteur de la politique façonné par la V<sup>e</sup> République s'est largement affaissé en 1998, comme a pu s'écrouler en 1989 le mur de Berlin sous la pression d'un peuple mécontent. Il ne s'agit naturellement pas de la même oppression, ni de la même nature politique, mais des conséquences d'une pression citoyenne frustrée d'un côté et d'un comportement extrémiste de l'autre. Cette confluence de force a permis de mettre à bas une forme d'organisation politique qui ne convient plus à l'ensemble des Français. Si la secousse fut rude pour les partis traditionnels de droite dorénavant en crise ouverte, elle est surtout le signe d'un désintérêt presque total pour la conduite politique politicienne. Elle est également la marque d'un rejet sans équivoque des leaders politiques et de leurs états-majors dans leur image, leur discours, leur crédibilité, leur niveau d'estime, voire même dans leur représentativité.

Cette montée très rapide du **refus politique** actuel s'est traduite depuis 1995 par une scène en 3 actes stigmatisant, à chaque fois, le refus d'accorder une confiance aux partis au pouvoir ou aux prétendants, par la contradiction électorale des positions en place. Le premier acte a commencé avec les élections présidentielles de 1995 en choisissant un président d'opposition (Chirac contre Jospin) qui, 2 mois auparavant, était lui-même délaissé par ses propres troupes et alliés. Le second acte est celui de 1997 avec la faute historique de la dissolution qui a permis au peuple français de faire le grand nettoyage au sein d'une majorité d'élus parlementaires. Le troisième acte est celui des élections régionales et cantonales en 1998 que l'on a voulu hautement politisées et qui a permis aux électeurs de manifester, encore une fois, leur grande défiance envers le monde politique.

Ce dernier épisode a créé, à la fois, **le plus grand parti majoritaire de France**, celui des abstentionnistes (près de 45% avec les votes blancs) et, le parti des mécontents flottants qui ont voté par rancœur ou par dépit assez massivement pour des listes extrémistes ou minoritaires, seules capables d'agiter le chiffon rouge. A l'échelle historique, ce dernier vote est plus qu'une claque, c'est une «raclée», une correction à distance, une condamnation politique sans appel, dont certains élus nationaux n'ont semble-t-il pas encore bien compris la signification assez claire qui leur dit en substance : «à la porte», «dehors», «out», «assez vu».

La sortie honnête, judicieuse et constructive de nos actuelles pratiques politiques n'est pas dans le lynchage médiatique d'un bouc émissaire commode, comme le front national, qui ne fait que révéler et exacerber l'abcès d'un mal français dont les racines sont ailleurs. En matière de véritable modernisation de la vie politique, le chemin est aussi évident que difficile. Il nécessite de réintégrer les actionnaires (le peuple) au contrôle permanent de l'entreprise-nation (l'Etat et les institutions), de changer de PDG et/ou de directeur général (Président, 1er Ministre) si les résultats sont mauvais et de former (ou licencier) le staff de cadres (ministères, administrations et technocrates) en fonction de leurs aptitudes et de leurs compétences réelles.

A partir de cette condition préalable d'organisation, la première règle celle qui ouvre ou qui ferme immédiatement le sujet dès son énoncé, concerne le remplacement et le changement des hommes du passé (les dinosaures) dont l'expérience n'a plus guère d'intérêt face aux nouvelles données émergentes de nos sociétés modernes. La seconde règle concerne l'obligation de préparer une **VI<sup>e</sup> constitution française** fortement «retoiletée» et actualisée dans la sérénité des 4 prochaines années. La troisième règle oblige à revoir l'édification de 2 à 3 types de politiques alternatives fortes, capables d'offrir chacune un choix de société basé sur un calendrier motivant de priorités sociales, économiques, culturelles et/ou autres, en s'engageant par écrit et au su de tous sur des résultats permettant d'apprécier l'efficacité réelle de l'équipe au pouvoir.

Avec ces nouveaux fondamentaux il convient dès lors de conduire une modernisation sur la forme comprenant : la révision des modes de scrutin et de calculs objectifs des voix pour redonner de l'importance aux votants minoritaires et aux votes blancs ; la remise en ordre au sein des organisations politiques existantes ; des réformes structurelles (limitation du cumul des mandats, financement de l'action politique, parité homme-femme, rôle du sénat...) lesquelles ont pris un grand retard par rapport aux

démocraties modernes. Dans cette dynamique, la modernisation de la vie politique ne doit pas seulement recouvrir le rattrapage d'un retard de mentalité et de fonctionnement des institutions mais, surtout et principalement, l'anticipation de l'avenir en devenant plus offensif que défensif, plus volontariste que gestionnaire.

En ce sens, la modernisation de la vie politique est autant l'affaire des citoyens que l'affaire des gouvernants et des partis. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas rapidement et correctement rempli ou à moitié ou dans l'artifice de mesures de circonstances, alors attention au 4<sup>e</sup> acte !

1998 - D. Reuter

## 30. MONDIALISATION ET PROSPECTIVE

### Sujet : La meilleure façon de se tromper

En matière de prospective, l'histoire rattrape toujours les hommes même avec du retard. La prospective appliquée à un monde en changement permanent ne peut résulter que de la projection de l'existant au travers de ses grandes lignes de force. Cette projection est forcément soumise à l'influence de la logique des hommes du moment. Elle est le plus souvent simpliste, linéaire et mécaniste dans sa rationalité, même si elle est assortie d'un imaginaire sans certitude et/ou d'un sérieux «doctoral». La prospective appliquée au devenir du monde contemporain n'est pas une science mais une réflexion portée par l'ensemble des facteurs et valeurs influençant la société du moment. Lorsqu'elle est clairvoyante, elle doit alors procéder d'une synthèse des faits assortie de perspectives de ruptures technologiques ou sociétales possibles ou souhaitables.

Parler du moyen terme et du long terme en prospective, c'est être assuré de se tromper car la prospective ne concerne ni les effets, ni le détail des conséquences. Elle contribue seulement à anticiper de manière plus ou moins probable les fondements de phénomènes déjà connus ou supposés, en terme de simple causalité et non pas de finalité. Elle s'apparente alors au **petit bout de la lorgnette** sans voir l'ensemble des nuances du relief. L'avenir vu en prospective ne peut résulter que d'une somme d'approximations successives, révisables et/ou brutes de forme. C'est ce qui fait que la réalité dépasse toujours les analyses de l'esprit dans presque toutes les prévisions expertes, technocratiques ou d'économie en chambre, et c'est tant mieux !

Il est toutefois clair qu'en matière de conséquences liées à la mondialisation, l'avenir prochain n'est pas plus précisément prévisible à 3 ans, 10 ans ou 25 ans, que tout résultat réel d'une entreprise projetée à ces mêmes échéances, même et surtout si l'on connaît aujourd'hui parfaitement son environnement immédiat, ses produits et son marché. Il est également parfaitement clair que **l'avenir est logique-ment «évolutionnaire»**, c'est à dire animé d'un processus dynamique et constructif de nature à améliorer à terme les conditions de vie du plus grand nombre. Dans un monde croissant de complexité tout ce qui tend vers des systèmes ou des univers d'échange plus larges, plus ouverts et plus réactifs, induit forcément des chaînes de réactions plus grandes, plus complexes, plus insoupçonnables mais aussi plus instables, aux conséquences induites non soupçonnables. En ce domaine aucun esprit, aucun dogmatisme, aucune invocation, ne peut raisonnablement définir à l'avance ce que demain sera véritablement, sauf à vouloir simplifier à l'extrême ou abuser de croyances en faisant ainsi injure à l'intelligence des peuples à se déterminer eux-mêmes.

### Économie globale et prévision

La prévision n'est pas la prospective. Elle concerne plus particulièrement le court terme en étant plus analytique, plus ciblée et plus précise dans ses constats. Ainsi, si l'économie de marché est aujourd'hui la principale forme de projection sociétale liée à l'activisme des hommes, il faut bien reconnaître que son mouvement est devenu globalement entropique (chaotique). Le monde de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et le début de celui du III<sup>e</sup> millénaire sont entrés dans une ère de cycles de plus en plus erratiques aux courbes à «hautes fréquences» perturbant régulièrement les équilibres en place. Chaque cycle long haussier ou baissier contient en lui-même des micro-cycles aux impacts variés, faisant que plus les crises sont nombreuses et régulières, plus elles sont hétérogènes et moins elles s'appliquent de manière uniforme aux hommes. Il devient alors évident que le sens actuel donné à l'économie de marché libérale des pays les plus développés s'engage, par sa constante accélération, dans une voie semée de perturbations, de difficultés et de dangers. En fait, **il n'y a d'horizon** dans le mouvement général actuel que de «futures» luttes, crises, contradictions et efforts.

Toutes les sociétés du monde ne sont pourtant pas placées au même niveau dans cette grande course à la survie des modèles en place. De grands écarts existent entre les premiers et les derniers. Les plus avancés (les premiers) sont un peu comme des «rafts» ballottés en aval d'une grande rivière dont le courant s'amplifie fortement à l'arrivée de gorges étroites et mal connues, alors que les autres (les derniers) s'initient encore en amont, au bon maniement de leurs esquifs dans des rapides encore moyens

et croissants. Par faute de recul, d'antériorité utile et de cartographie économique suffisamment claire et précise, la machine économique échappe peu à peu et régulièrement au contrôle cartésien de ses pilotes.

Nous assistons à **l'impuissance de l'homme** face à la complexité et puissance du phénomène. S'il est vrai que toute société peut provisoirement arrêter sa course (protectionnisme, nationalisme, repliement sur soi..) et/ou s'amarrer sur le rivage par peur d'affronter l'inconnu, toute forme d'immobilisme durable risque de coûter très cher. Face à la mesure de l'enjeu lié à la mondialisation des échanges, cette option induit forcément un décrochage en laissant filer les premières places ou pour le moins se faire rattraper, voire dépasser, par les autres équipages (concurrence des autres pays). A l'inverse, dominer le courant en se plaçant en son milieu, «pagayer» plus fort pour ne pas se laisser balloter par lui, reprendre la maîtrise du phénomène en se fixant des objectifs forts à atteindre, gérer au mieux un «matériel» technique, financier et humain éprouvé, tout en développant de nouvelles solutions est certainement le plus grand des défis compétitifs à mener dans les prochaines années.

Les temps prochains devront également gérer de plus en plus la **superposition de crises sectorielles** distinctes survenant les unes à côté des autres, donnant ainsi l'impression que la crise est générale. Paradoxalement cet état de crise permanent est un fort antidote contre les velléités guerrières et destructrices du passé. Dans cette période de transition, la problématique principale des pays avancés est davantage structurelle que fondamentale obligeant à apporter des réponses néo-démocratiques en adéquation avec les attentes plus qualitatives et exigeantes du monde actuel.

Ce passage charnière dans l'âge de l'humanité entre le II<sup>e</sup> et le III<sup>e</sup> millénaire est une période incertaine sur le plan des hommes, des mœurs et des économies, en générant autant de maux que de motifs de satisfaction. Actuellement sous couvert de «superficialité» des rapports et de compétition internationale dans un horizon mélangé de brouillard, de profits et de pauvreté, l'enjeu est extraordinairement important, autant que celui des grands moments clés de l'humanité ayant accouché de ruptures essentielles.

Mais cela, c'est assurément la petite et la grande histoire des décennies à venir qui nous le diront !

1998 - D. Reuter

## 31. EURO, LE DOLLAR EUROPÉEN

### Sujet : Les effets de l'arrivée de l'Euro

Alors que Jacques Chirac prédisait en 1990 «si on fait une monnaie unique, nous n'aurons plus de politique sociale indépendante» suivi en 1992 par Lionel Jospin qui invoquait dans le même esprit «L'Europe de Maastricht, ça ne me convient pas en tout», nous voyons comment 2 hommes politiques de premier plan ont pu changer d'avis en allant signer ensemble le 2 mai dernier à Amsterdam, la naissance de la monnaie unique et l'abandon du franc. Le passage à l'euro est irrévocable et son entrisme inéluctable au plus profond des institutions nationales et des habitudes de chacun.

Avec une intégration en douceur à partir de janvier 1999 et une période d'adaptation étalée sur 3 longues années, l'euro ne prendra une totale et définitive possession de l'économie des 11 pays de l'Euroland, qu'en **janvier 2002**. Entre temps, chacun va s'apercevoir que les petites convictions des petits leaders nationaux des petits partis politiques et syndicaux soucieux de préserver leurs petits avantages, leurs petits pouvoirs et leur petite autorité, vont lentement s'effacer devant le pragmatisme des courants majeurs d'économies et des nouveaux équilibres sociologiques. En fait, l'euro introduit, par le porte-monnaie, l'émergence progressive d'un nouvel ordre sociétal sur le vieux continent dans lequel vont s'affirmer des réseaux autonomes de citoyens affranchis des idéologies traditionnelles et animés de comportements consuméristes de plus en plus adultes et responsables, même s'il faudra du temps pour cela !

A son échelle, l'arrivée de l'euro à l'aube même du XXI<sup>e</sup> siècle est un symbole puissant de renouveau et d'évolution. Il apporte avec lui de nombreux changements mineurs et d'autres plus conséquents au sein même de notre vie quotidienne. Il impulse les ferments d'un **élan formidable** capable de modifier les mentalités et d'ouvrir les esprits sur de nouvelles perspectives. Naturellement, rien n'est jamais facile ni automatique lorsqu'une règle du jeu change et s'impose à tous bousculant le confort acquis et le rythme des habitudes. Les contraintes induites par l'arrivée de l'euro sont évidentes et concrètes obligeant chacun à faire des efforts d'intégration, à faire acte de bonne volonté et tout simplement d'intelligence pratique. En fait, l'euro est simple dans sa pratique même s'il nécessite un apprentissage comme l'on apprend à conduire une voiture ou à pratiquer les modalités d'une monnaie locale lors d'un voyage à l'étranger.

### Une cinquantaine de notions nouvelles

En gros, l'arrivée de l'euro c'est une cinquantaine de notions usuelles qui doivent être apprises, utilisées et testées par soi-même sur le terrain, alors même que son usage sera facilité par les actions pédagogiques menées par les commerçants, les distributeurs, les administrations et les banques. Il semble pourtant que la plus grande contrainte apparente pour le citoyen soit celle du recours au calcul mental pendant quelques années. Une situation particulière qui place chaque Français et chaque habitant des pays participants en situation «d'étranger», «d'expatrié» ou de «touriste» sur son propre territoire, l'obligeant à convertir sa propre monnaie nationale en une autre afin de pouvoir acheter son pain ou payer ses biens de consommation.

Toutefois, le principe de conversion imposé par l'euro est le même que celui utilisé dans l'échange d'une monnaie étrangère. Une pratique devenue extrêmement courante pour des millions de Français et d'Européens ayant déjà franchi les frontières de leur pays. A l'échelle de la société, toutes les civilisations modernes ont su profiter de l'élargissement de leurs économies et de l'usage d'une valeur de paiement unique et fédérative sur un territoire de paix élargi. D'ailleurs, où en serait la France si elle avait conservé ses habitudes monétaires du temps des pays d'Occident, d'Oïl ou Celtes ? Où en seraient les Etats-Unis avec 50 Etats dont certains sont plus grands que plusieurs pays européens réunis, sans l'usage d'une monnaie unique et fédératrice ?

Avec l'arrivée de la monnaie unique, les Européens vont bientôt **concurrencer les Américains**. Alors que la valeur de l'euro reprend intégralement la valeur de l'Ecu au 31/12/98, il est clair que l'euro à 6,60 F. (en moyenne) va devenir la seconde monnaie internationale à côté du dollar, dont la parité actuelle



en francs est à 5,70 F. Il y a fort à parier que le couple de devises le plus échangé dans les transactions de la plupart des centres financiers du monde soit, dès 1999, le dollar (42% des transactions actuelles) et l'euro qui se substitue aux autres monnaies européennes, lesquelles représentent actuellement 35% des transactions boursières. Dès sa naissance, l'euro a donc tout pour devenir une devise majeure, forte, stable et respectée, favorisant la présence et l'influence de l'Europe sur la scène internationale. Il a la capacité de devenir une alternative évidente face à l'hégémonie du dollar, jusqu'à pouvoir représenter, à terme, 40% des réserves des banques centrales. Autant dire que l'euro va peser lourd sur les prix industriels, les échanges commerciaux et les politiques sociales au sein de l'Europe. Cette position privilégiée fait de l'euro le nouveau dollar européen ainsi que l'ont intimement souhaité les pères fondateurs de l'Union européenne dans les années 50.

L'euro va dans le sens parfait de l'évolution économique, sociale et sociétale de la civilisation européenne. Il ouvre de nouveaux espaces d'initiatives en donnant enfin la «main» aux citoyens eux-mêmes, face aux eurocrates et aux technocrates de première génération. Aujourd'hui plus que jamais, parler euro c'est parler le langage du rapprochement des peuples ; penser euro, c'est penser en avance sur son temps ; utiliser l'euro, c'est manifester un dynamisme actif et différent des autres.

Combien d'entre nous vont-ils se définir par cet esprit offensif, audacieux et opportuniste augurant, qu'on le veuille ou non, une courbure importante dans la trajectoire de notre civilisation !

1998 - D. Reuter

## 32. OUVRIR LE VRAI-FAUX DÉBAT SUR LES RETRAITES

### Sujet : Sortir des savantes tromperies sur l'enjeu des retraites

Les questions actuellement posées pour l'adaptation des retraites en fonction des changements de structure démographique ne sont pas de nature économique mais essentiellement d'ordre politique. Elles concernent principalement l'organisation des transferts «socialisés» au sein de la société, alors même que le niveau global de ces transferts ne devrait pas connaître d'accélération importante au cours des 10 prochaines années. Préparer par avance l'opinion publique sur le phénomène critique des retraites par répartition c'est bien, sauf lorsque cela justifie un discours et une pratique budgétaire et économique encore davantage prédateurs du revenu des ménages.

Pour mesurer l'effet d'«opportunisation» des enjeux par le gouvernement, il suffit de voir comment la pression fiscale augmente sans cesse. Pour prendre un exemple précis, il convient d'apprécier l'envolée de la CSG passée de 2,4% en 1995 à 7,5% en 1998, soit une progression de 212% en 3 ans avec en plus, un élargissement supplémentaire de l'assiette de ce nouvel impôt social, même si le taux élevé de cette contribution est compensé, dans un premier temps, par une réduction du taux salarial sur la feuille de paie. Que dire également des 2,5% supplémentaires de la CRDS et de la contribution complémentaire frappant dorénavant l'ensemble des revenus de l'épargne et autres ressources imposables du patrimoine. C'est en 1998, l'équivalent d'un **nouvel impôt social** de 10% supplémentaire qui frappe de plein fouet les revenus des ménages modestes et moyens. Merci Martine Aubry, merci DSK !

### Favoriser une logique équisociale

A trop vouloir égaliser le social on le rend inéquitable. C'est inévitable. Aussi dès l'an 2000, il devient urgent d'ouvrir de nouvelles pistes d'avenir en matière de retraite qui soient plus équitables, plus citoyennes, plus participatives. Des pistes qui ne soient plus dominées exclusivement par des logiques technocratiques ne voyant que l'équilibre budgétaire des transferts de masse en matière de retraite et de redistribution sociale ou à l'inverse, par des logiques «capitalistiques» prônant l'«épargne-débrouille» individuelle. La véritable logique sociale d'avenir ne doit plus être à fondement égalitaire pas plus qu'à fondement libéral total. Elle doit reposer solidement sur un principe d'équité, c'est à dire être «**équisociale**». Elle doit pour cela favoriser l'émergence de nouveaux modèles d'entraide collective à la fois simples, justes, généralisables et adaptables à tous, en évacuant toutes les niches de privilèges devenues obsolètes dans une société moderne.

L'objectif majeur doit être de conserver une parité moyenne dans les niveaux de vie entre les actifs des secteurs privés et publics, ainsi que par rapport aux retraités de ces mêmes secteurs. De la même manière, le discours traditionnel sur l'équité entre générations doit s'enrichir en associant, au principe de répartition basé sur la durée effective d'activité professionnelle et de cotisation continue des actifs, une notion complémentaire de solidarité active et engagée en faveur des anciens (+75 ans). Il s'agit en l'occurrence d'introduire la notion de partage économique citoyen permettant de rendre vraiment digne la fin de vie des anciens (de plus en plus longue) sans aucune distinction sociale comme, par ailleurs, celle des ménages les plus pauvres.

### Propositions pour unifier les règles de la retraite de base

Pour donner de la hauteur au débat actuel, il est nécessaire d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion intégrant plusieurs facteurs clés de réussite. Exemples de propositions :

1. La première série de facteurs clés de réussite concerne la mise en place de **nouveaux fondamentaux** de la retraite par répartition en établissant de nouvelles règles ayant trait au montant des retraites, au mode de calcul des droits et des prélèvements opérés sur les pensions, ainsi que sur la cohérence sociale des mécanismes d'indexation comme par exemple :
  - Maintien d'un nombre constant de trimestres à 160 unités (soit 40 années d'activité) pour prétendre à la liquidation de plein droit à la retraite. Toute période de formation ou d'éducation ayant favorisé des stages en entreprises de plus de 90 jours compte pour 1 trimestre complet.

- Prise en compte, au choix, soit de la moyenne des 12 derniers trimestres occupés pour définir le montant de la retraite ou encore, de la moyenne des 5 meilleures années d'emplois salariés. La pondération sur un cycle complet de travail (40 ans) n'a plus de sens dans une société ouverte sur de multiples emplois avec des situations professionnelles souvent erratiques. Le niveau de vie issu de la retraite doit se rapprocher le plus possible de la moyenne des dernières années vécues en tant qu'actif médian.
- Départ à la retraite à la carte entre 55 ans et 65 ans. Le montant de la retraite devient alors proportionnel aux trimestres d'activité échus avec un seuil minimum des revenus issus du régime général au moins égal à 1,5 du Rmi en cours. Il s'agit ici d'unifier dans les 10 prochaines années les différents modes et durées de retraite entre secteurs privés, indépendants, publics, para-publics et protégés.
- Le différentiel entre le total des montants de retraite issus du régime de répartition (régime obligatoire et complémentaire) ne doit pas dépasser 3 équivalents Smic entre les retraites les plus élevées et les retraites du décile le moins élevé (hors système de retraite par capitalisation ou additive).
- Le calcul de la revalorisation des pensions doit être indexé sur les salaires bruts, ce qui a pour effet d'aboutir à une dérive positive du niveau de vie pour les retraités, alors que l'indexation sur les prix a un effet dépressif direct sur la parité du niveau de vie avec les actifs.
- Les divers taux de prélèvements sociaux (CGS, RDS...) et d'imposition (IR) sur les ressources des personnes en retraite doivent être minorés de 50% à partir de 70 ans, dans la limite de ressources inférieures ou égales à 2 fois le Smic en cours.

**2.** La seconde série de facteurs clés de réussite concerne des **avancées sociales** sous forme de partage économique citoyen, comme par exemple :

- L'Allocation d'un revenu minimum vieillesse égal au Smic pour l'ensemble des personnes âgées de +75 ans sans l'exigence d'aucune condition particulière. La systématisation de cette allocation s'établit à partir de la feuille annuelle d'imposition (hors toute allocation dépendance).
- Le forfait gratuité pour les personnes âgées de plus de 75 ans en ce qui concerne les transports en commun de 2ème classe auprès de la SNCF, RAPT et les réseaux locaux, départementaux et régionaux de bus, à partir de l'attribution d'une carte annuelle «multitransports» de faible valeur (250 à 500 F).
- Le forfait gratuité pour l'ensemble des soins médicaux comme ceux de pharmacie médicalisée pour les personnes âgées de plus de 75 ans, déduction faite d'une contribution forfaitaire mensuelle égale à 15% du total des dépenses réalisées, plafonnée à 500 F/pers.

Ouvrir le débat sur les retraites et sur un nouvel ordre social à la française, c'est forcément penser autrement. Pour réussir vraiment, il faut réussir ensemble. Cela suppose de mobiliser clairement les citoyens par les voies démocratiques et non plus seulement en subissant passivement et collectivement le fait discrétionnaire du pouvoir en place.